NUMERO 610 PRIX : 5 F FEVRIER 1975

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

## IL N'Y A PAS CINQUANTE ANS...

Il n'y a pas cinquante ans que je lis la R.P., trente-sept seulement. Quand j'ai commencé c'était à l'époque de Munich : il y avait eu les procès de Moscou, la liquidation du P.O.U.M. en Espagne, Hitler paraissait réussir tout ce que diaboliquement il tentait. Etait-ce le climat de l'époque ? J'étais plus pacifiste que syndicaliste. Grâce à la R.P. j'aurais appris à insérer ce pacifisme dans une action syndicaliste si, en 1939, j'avais pu renouveler mon abonnement...

Je retrouvai la R.P. quand elle reparut en avril 1947. La guerre n'avait rien arrangé et la menace de la scission syndicale se précisait. La R.P. paraissait plus indispensable que jamais. Pour tous ceux qui tentaient de mener une véritable action syndicale, qui étouffaient dans un certain conformisme de la « libération », elle représentait un recours, d'autant qu'au même moment Camus devait abandonner la direction de *Combat*.

Car enfin, pourquoi Monatte et ses amis fondèrent-ils la R.P., pourquoi s'obstinèrent-ils cinquante ans durant à la faire vivre ? Pour constituer une petite chapelle de purs entre les purs, comme beaucoup d'adversaires le prétendirent ? Pour avoir le plaisir pervers d'avoir raison contre vents et marées,

par Gilbert WALUSINSKI

comme le disaient ceux qui étaient irrités par des analyses lucides ou ceux qui étaient furieux d'être empêchés par cette revue libre de mener jusqu'au bout leurs tortueuses entreprises ? Non, mille fois non. Mais d'abord pour satisfaire le besoin vital d'information sérieuse et de discussion libre. Ce besoin est-il moindre aujourd'hui ? Sûrement pas.

Grâce à la revue, les amis de la R.P. ont contribué à la vie sociale de ces cinquante années. En fournissant des leaders au mouvement ouvrier ? Ce n'était pas leur préoccupation dominante, c'est le moins qu'on puisse dire. Plutôt en aidant les résistances aux bureaucraties, en donnant des moyens pour que survivent quelques principes élémentaires : le souci permanent de l'éducation ouvrière, l'indépendance de l'action syndicale vis-à-vis des partis, l'attachement viscéral à l'internationalisme. Est-il aujourd'hui moins utile qu'hier de maintenir vivants ces principes-là ?

DANS CE NUMERO

Bien sûr, en cinquante ans dont six années de guerre mondiale précédées par trois années de guerre d'Espagne, six années de conflit en Chine, suivies des guerres en Corée, au Vietnam, en Palestine, en Algérie... (j'en oublie), le monde a changé. Parmi les changements, il y en a de bons : Hitler est mort, Staline aussi ; dans l'Europe occidentale, la condition ouvrière n'est pas en 1975 ce qu'elle était en 1925 même si l'amélioration nous paraît très insuffisante. On (pas moi) dit même que, dans d'immenses pays, l'exploitation capitaliste a cessé (ce n'est pas le cas de la France qui d'ailleurs n'est plus un immense pays). Les sciences pures et leurs applications médicales ou techniques ont fait des progrès considérables. Sur la vie de tous les hommes de la Terre, ces progrès ont des répercussions : chez certains, leur pays a pu être ravagé de façon beaucoup plus systématique que ne l'avaient fait en d'autres lieux et d'autres temps les invasions « barbares » (Je pense au Vietnam) ; chez d'autres, l'organisation scientifique du travail et un haut niveau de compétence individuelle a permis la reconstruction d'un pays ruiné et sa transformation en l'une des premières puissances du monde (je pense à la République Fédérale Allemande) ; des millions d'hommes, une certaine nuit de juillet 1969 ont suivi les premiers pas de deux de leurs semblables sur la Lune (tant pis pour ceux qui, cette nuit-là n'ont rien ressenti). Alors, de quoi être fiers ?

Sûrement pas ! Il suffit de penser à ces deux mots : la faim, la liberté et à leur résonance dans le monde de 1975. Jusqu'à l'Inde, la patrie de Gandhi, qui se ruine en armements alors que des millions d'Hindous ont faim. Quand certains d'entre nous s'étonnent de lire sous la plume de Soljenitsyne, de Sakharov ou de Siniavsky qu'ils ne peuvent être socialistes, pensent-ils que leur expérience du socialisme est tout entière recouverte par celle de la répression ou du conformisme de la pensée d'Etat ? Faut-il accepter comme réalisée la décolonisation ? Faut-il approuver sans nuance tous les mouvements nationalistes alors que la Terre est devenue une petite planète beaucoup polluée, bientôt surpeuplée et où le vrai problème pour tous est *survivre ?* Si l'on est écœuré ou révolté devant la dictature russe sur les peuples de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, est-ce une raison pour chanter le catéchisme du petit livre rouge ?

Même à notre petite échelle de petit pays jamais tout à fait républicain mais tout de même un peu démocratique, combien y en a-t-il parmi nous qui ne sont même plus membres de leur syndicat, découragés par « l'appareil » qui l'a réduit à une institution-robot ?

Alors, faut-il enterrer la R.P. ou lui redonner une nouvelle jeunesse ? Les raisons qui ont présidé à sa naissance ne sont-elles pas exactement celles qui militent pour qu'elle survive et nous aide à survivre ? Circonstances différentes, autres aspects des problèmes. Mais au fond, ne faut-il pas toujours rouvrir la rubrique « renaissance du syndicalisme » ? Chaque mois n'apporte-t-il pas sa moisson de faits ou d'idées parmi lesquels des hommes libres doivent discuter de ceux ou de celles qui méritent d'être retenus ou exploités ?

Tout n'est-il pas toujours à refaire ?

## UNE CITATION DÉFINITIVE

Elle devrait l'être pour fermer le bec aux pseudo-communistes qui défendent la hiérarchie des salaires et qui se battent les flancs pour trouver une justification théorique.

Voici ce que l'on trouve dans *LENINE (Les tâches prochaines du pouvoir des Soviets* - 1918) :

*Les spécialistes sont nécessairement des bourgeois dans leur immense majorité, en raison même du milieu qui les a préparés à être des spécialistes...*
*Nous avons donc dû remettre en honneur les anciennes méthodes utilisées par la bourgeoisie et proposer de très hauts salaires aux spécialistes bourgeois les plus indispensables. Tous ceux qui ont quelque intelligence politique le comprendront, mais tous ne voient pas la signification que prend une telle décision dans un Etat prolétarien.*

**« Il est évident qu'il s'agit là d'un compromis, d'un recul par rapport aux principes proclamés par la Commune de Paris ou par n'importe quel pouvoir prolétarien. Il est en effet de règle que celui-ci réclame l'alignement de tous les salaires sur le salaire de l'ouvrier moyen et que la lutte contre le carriérisme soit une lutte effective et pas seulement verbale. »**

## RENDEZ-VOUS le 9 mars à midi pour le

# REPAS DU CINQUANTENAIRE DE LA « R. P. »

**ATTENTION** Ce n'est pas à l'endroit indiqué précédemment que nous nous réunirons, mais au

## RESTAURANT PARIS-LUCE

**9, bd des Batignolles** - Métro : Place Clichy

**Participation aux frais : 35 F**

Retardataires, **inscrivez-vous** dans ces derniers jours de février.

**Que les camarades qui se sont déjà inscrits mais qui n'ont pas acquitté leur contribution, le fassent sans tarder** (C.C.P. La Révolution Prolétarienne, 734.99 Paris).

Plusieurs amis ont versé pour le repas en déclarant qu'ils ne pourraient y être présents. Nous les remercions. **Mais nous tenons avant tout à la présence de tous les amis de la « R.P. »** qui sauront bien se rendre disponibles ce jour-là. Il faut battre le rappel autour de vous.

# CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

## DES DIFFICULTES DE L'UNION DE LA GAUCHE :

### SCENES DE LA VIE CONJUGALE OU PROCEDURE DE DIVORCE ?

Faisons une courte incursion dans le domaine politique. L'action syndicale nous laisse un moment de répit. D'ailleurs, qu'on s'en satisfasse ou non, l'action syndicale n'est pas sans se ressentir peu ou prou de la séparation de corps dans « l'union de la gauche ». Il n'est donc pas sans intérêt pour des syndicalistes de chercher à comprendre les raisons, bonnes ou mauvaises, d'une querelle qui, s'il faut en croire le communiste Paul Laurent, a « une justification profonde ». Si profonde sans doute qu'elle n'apparaît pas immédiatement.

L'équipe ou les équipes qui occupent le pouvoir sont en tout cas mal venues de se réjouir de ce désaccord dans ce qu'on appelle « la gauche ». Elles donnent elles-mêmes le spectacle d'une sauvage bagarre intestine dans laquelle la rivalité et l'hostilité entre les hommes jouent un plus grand rôle que dans « la gauche » parce que, derrière eux, il n'y a pas de parti réellement constitué, moins encore de mouvement de masse, tout au plus une clientèle.

Il n'est pas sûr cependant qu'on ne puisse trouver des explications communes aux bagarres des uns comme à la désunion des autres. Surtout si on les cherche, comme il est de raison, sur la scène internationale. Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas seulement d'une dispute que le parti communiste français aurait allumée contre le parti socialiste ; on peut constater dans tous les pays où il y a coexistence entre les deux partis, une volonté de rupture du mouvement communiste en général avec la social-démocratie en général. C'est une sorte de retour à la politique longtemps pratiquée par l'Internationale communiste ou ses substituts.

La tension sur la scène internationale a été assez sensible dans les derniers temps pour qu'on puisse à nouveau parler de danger de guerre. Le Pape de Rome lui-même ne manquait pas de l'évoquer ouvertement et les dirigeants « marxistes » chinois, recevant l'homme fort de la droite allemande, Strauss, le mettaient en garde contre une agression possible en Europe et, sans doute pour que les choses soient claires, lui recommandaient de ne pas abandonner le bouclier américain ! Si donc la situation en était à ce point, il était normal que les partis communistes — la position de la social-démocratie dans le conflit ne faisant pas de doute pour eux — se séparent nettement des partis socialistes et retrouvent contre eux les critiques d'hier. Ils les avaient oubliées quand ils ont scellé l'union. Il semble que les vicissitudes de la coexistence des grands sur la scène internationale se soient traduites en France par de graves difficultés de la coexistence dans l'union de la gauche. Ce n'est évidemment qu'une hypothèse ; nous ne demanderions pas mieux dans la même logique, de constater qu'une amélioration de la situation mondiale entraîne de meilleurs rapports entre le P.C.F. et le parti socialiste. Nous avons connu d'autres tournants.

C'est d'ailleurs au moment où le parti communiste, au nom de « l'union du peuple de France », couve des alliances de fait avec « les gaullistes sincères », c'est-à-dire avec la droite anti-américaine, qu'il éprouve le besoin de dénoncer « le glissement à droite » du parti socialiste. Pour tout observateur non directement engagé dans cette bataille, il conviendrait mieux de conclure, en comparant le parti socialiste d'aujourd'hui au parti de « notables » qu'il était devenu en se rétrécissant, que, si glissement il y a, ce serait plutôt un glissement à gauche. Le parti socialiste a reçu en effet le renfort d'une nouvelle couche ouvrière venue pour une grande part de la C.F.D.T. Cela suffisait peut-être à expliquer, sur le seul plan intérieur, la prise de position soudainement hostile du parti communiste. C'est que celui-ci prétend toujours au monopole dans la classe ouvrière ; il est *le* parti de la classe ouvrière ; il est l'avant-garde dirigeante ; ses alliés, considérés comme représentants de couches plus ou moins petites-bourgeoises, ne sauraient être autorisées à chasser sur son propre terrain. Il y a là quelque chose qui ne va pas avec le schéma préétabli.

Nous sommes depuis longtemps en garde contre ces divagations. Nous nous en tenons au combat syndical permanent où l'unité d'action réelle, fondée sur une vraie solidarité de classe, est ou devrait être à l'abri de ces fluctuations venues d'ailleurs.

## LE COMBAT SYNDICAL CONTINUE

La grève des P.T.T., quels que soient les résultats immédiats qu'elle ait apportés aux camarades postiers, a tout de même posé devant le monde la question du fonctionnement de ce service public essentiel. Le dénommé Lelong y a laissé sa courte existence ministérielle.

Le ministre de la guerre, un certain Soufflet, n'a pas tenu plus longtemps devant la révolte ouverte ou sourde des citoyens-soldats. L'apparition de Bigeard là-dedans aurait quelque chose de comique si le sujet s'y prêtait. Elle est un signe cocasse du haut degré d'intelligence et d'imagination de cette équipe ministérielle hétéroclite. Avec Bigeard, les manifestations des « bidasses » auront au moins servi à faire augmenter la solde des officiers et des sous-officiers ! Attendons la suite, sinon la fin. Nous défendrons toujours, fidèles aux meilleures traditions syndicalistes, les revendications des jeunes travailleurs, dans les casernes et dans les camps aussi bien que dans les ateliers et les bureaux (y compris les bureaux de chômage).

Sur le plan proprement syndical, l'action syndicale de la dernière période s'est plutôt portée vers le secteur public que dans le secteur privé. On continue d'assister dans ce dernier, à la détérioration de l'emploi, à la fermeture de multiples entreprises, petites, moyennes et même grandes, à la résistance des travailleurs au chômage total ou partiel. En même temps, des regroupements, des concentrations, des prises de possession « à la hussarde » s'opèrent dans la grande industrie. C'est ainsi qu'on a vu la Com-

pagnie Lorraine des De Wendel redresser la tête, sous le regard bienveillant du gouvernement, en s'emparant de Marine-Firminy, avec l'alliance et la complicité du baron Empain et d'autres gros requins de la métallurgie lourde. Ce sont sans doute là les derniers spécimens du grand patronat traditionnel. On dit que cet empire industriel fera plus de dix milliards de francs de chiffre d'affaires annuel. Au sortir de la crise, si on en sort, la physionomie de l'industrie aura changé en accentuant sa concentration, en accroissant son efficacité à la manière dont l'entendent ces messieurs et en éliminant les « canards boîteux » pour parler comme M. Fourcade.

Revenons au secteur public et aux entreprises nationales où nous retrouvons les syndicats face au gouvernement ou à ses délégués, chez Renault, à la S.N.C.F., à l'E.G.F., à la R.A.T.P. Dans la fonction publique, les discussions sont en cours au moment où nous écrivons. Elles seront conclues sans doute, positivement ou négativement, quand ces lignes paraîtront. On prévoit que la F.E.N. et F.O. signeront l'accord, mais que la C.G.T. et la C.F.D.T. s'y refuseront, en même temps — et cela vaut d'être souligné — que la Confédération Générale des Cadres. Celle-ci ne veut pas avaliser ce qu'elle appelle « une nouvelle réduction de l'échelle hiérarchique » (les autres aussi probablement).

Le premier projet gouvernemental prétendait maintenir le pouvoir d'achat par référence à l'indice officiel des prix qui, on le sait, traduit mal la hausse réelle. Il n'admettait une augmentation théorique de ce pouvoir d'achat que pour les catégories du bas de l'échelle. Tous les représentants des syndicats repoussèrent cette conception ; ils ont à défendre également, disent-ils, toutes les catégories. On a du mal à les suivre complètement sur ce terrain, même si l'on n'ignore pas le caractère démagogique des propositions gouvernementales. Après discussion, le dernier projet du sous-ministre acceptait une augmentation théorique du pouvoir d'achat pour toutes les catégories, mais une augmentation dégressive, de 2,5 % à la base à seulement 0,5 % au sommet. C'est ce dernier projet d'accord qui a été soumis à la signature des différents syndicats. On ne peut s'étonner que la C.G.C. le repousse. Pour les autres, nous aurons certainement à revenir sur la position qu'elles prendront en fin de compte. Certes, il n'y a pas que cet aspect non hiérarchique qui peut dicter leur décision dans un sens ou dans l'autre. Il serait tout de même fâcheux que ce soit cette tendance très modérée au resserrement de la hiérarchie qui détermine leur refus.

Nous ne prenons pas à notre compte tout ce qu'écrit Pierre Drouin dans « Le Monde » sur ce qu'il appelle « le deuxième miracle allemand ». Toutefois nous y lisons ceci que nous soumettons à la réflexion de nos amis lecteurs, très sensibilisés, croyons-nous, sur cette question :

« *...la hiérarchie des salaires est nettement moins ouverte outre-Rhin qu'ici. L'écart de salaires entre la catégorie la moins bien rémunérée et celle du haut de l'échelle est de* 4 *à* 5 *en France et de* 2 *à* 3 *en Allemagne. Les experts estiment que l'inégalité des salaires dans les entreprises françaises serait réduite d'environ* 45 % *en moyenne si celles-ci attribuaient à chaque catégorie d'emploi le même salaire que les entreprises allemandes.*

*Autre phénomène observé : le personnel de maîtrise (chefs d'équipe, contremaîtres) est nettement moins nombreux dans les entreprises allemandes et guère mieux payé qu'un ouvrier qualifié. Si l'on se rappelle à quel point le climat des usines françaises est détérioré par l'abus des « petits chefs », on tient là une autre clé du meilleur développement des rapports sociaux en Allemagne.*

*Tout se tient. La structure plus moderne des entreprises d'outre-Rhin, où la hiérarchie sous ses deux aspects (commandent et inégalité des salaires) est beaucoup moins pesante qu'en France, explique aussi leur succès sur les marchés mondiaux, leur facilité d'adaptation rapide aux situations nouvelles, et donc l'aisance de leur réponse à la crise.* »

Ne voyez là qu'un sujet de réflexion et de discussion. Il vaut la peine d'être pesé.

## LA REFORME DE L'ENTREPRISE EN FRANCE

Quelqu'un a dit que, dans ce pays, quand on ne sait pas résoudre un problème, on nomme une commission. C'est ce qu'on a fait pour la réforme de l'entreprise. La commission Sudreau, du nom de son président, doit déposer ces jours-ci son rapport. Voulez-vous parier que la montagne va accoucher d'une souris ? Si nous perdons notre pari, nous le dirons, mais le risque est faible. Nous avons déjà parlé de la composition de cette commission qui, à peu de chose près, n'aura été qu'un concile de P.D.G.

La question débattue nous aura valu dans « Le Monde » un article de Neuschwander sous le titre : « *Réforme ou alibi ?* ». On sait qui est Neuschwander : c'est le sauveteur ou le sauveur de Lip puisqu'il est maintenant le P.D.G. de la Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques qui a repris l'entreprise Lip. Il veut, écrit-il, « arbitrer entre les inconciliables ». L'ambition est méritoire si l'objectif apparaît difficile. A le lire, on ne lui marchandera pas le titre d'homme de bonne volonté. Mais peut-être a-t-il déjà fait ses preuves dans la pratique directoriale ? Les travailleurs de Lip doivent avoir leur idée là-dessus.

« Le Monde » économique a en outre consacré une page entière de courrier à cette même question. On y relève encore beaucoup de bonnes intentions de la part de quelques dirigeants et cadres. L'un d'eux pourtant oppose à l'autogestion et même à la cogestion cette opinion trop connue : « *Proposition irréalisable, car les délégués employés et ouvriers n'ont pas la formation économique voulue pour pouvoir discuter utilement les questions intéressant la marche de l'entreprise* ». Opinion typiquement technocratique qui est récusée par la pratique pour peu qu'elle soit mise en œuvre. Dans beaucoup de cas, on pourrait même dire que les délégués employés et ouvriers s'adaptent trop vite et trop bien aux habitudes technocratiques alors qu'il s'agit justement de les changer. Pour aggraver son cas, le même correspondant ajoute : « *comment un homme même bien intentionné mais ne possédant qu'un vague certificat d'études pourrait-il suivre dans leur complication les questions économiques qui se posent actuellement ?* ». Quel mépris il y a là-dedans et quelle surestimation de la valeur universelle des diplômes ! Nous en connaissons qui

n'ont qu'un « vague certificat d'études » et qui font preuve d'une grande compétence dans ces questions qui ne sont jamais exclusivement économiques. Nous en connaissons d'autres qui sont cousus de « vagues » diplômes d'études supérieures et qui ne se tirent pas très bien de la direction des affaires. Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir les yeux et de regarder la situation actuelle.

## AU PORTUGAL :

### LES MILITAIRES « PROGRESSISTES » JOUENT LES ARBITRES

Les guillemets s'imposent toujours quand on écrit le mot de « progressiste ». Notre expérience en France suffirait pour ne pas les oublier. Mais ils s'imposent davantage encore quand il s'agit de militaires. Certes, nous savons bien que l'armée et ses cadres n'ont pas partout la même signification sociale. Dans ces pays de civilisation encore agraire, les jeunes cadres militaires peuvent être assez près du peuple et, étant donné leur intellectualisation relative et la pénétration des idées venues des pays plus avancés, ils peuvent apparaître comme « progressistes ». Il reste qu'ils constituent une caste parasitaire.

Au Portugal, comme ailleurs, c'est la défaite sur le terrain colonialiste qui a rendu ces militaires intelligents. Dans ce « Conseil des Vingt » qui gouverne en fait le Portugal, combien y a-t-il de salazaristes d'hier ? L'Amérique latine a aussi ses équipes de militaires « progressistes ». On voit aujourd'hui au Pérou ce que ça peut donner (à vrai dire, on ne le voit pas très bien).

Au Portugal donc, le M.F.A. (Mouvement des Forces Armées) joue les arbitres entre les communistes et les socialistes qui en sont à l'affrontement, comme en France, mais dans des circonstances beaucoup plus graves et avec des perspectives immédiates plus inquiétantes. Le terme d'arbitres ne convient peut-être pas très bien puisque ces militaires « progressistes » appuient pour le moment les positions du parti communiste considéré à juste titre comme un parti d'ordre. Il est d'ailleurs flanqué, à l'instar de ce que nous avons connu en France, d'un groupement non moins « progressiste », le M.D.P. (Mouvement Démocratique Portugais) qui réunit les bons « compagnons de route », truffé d'intellectuels naïfs ou pas si naïfs que ça. On retrouve le climat maintenant familier, si l'on peut dire. Il est préparé pour qu'on entende parler bientôt d'élections sur liste unique où, bien entendu, on réserverait une place aux socialistes pour peu qu'ils veuillent bien s'en accommoder.

Pour le moment, on en est au syndicat unique. Il faut tout de suite écarter la confusion : l'unité syndicale n'est pas le syndicat unique imposé d'en haut par le pouvoir. Séguy lui-même n'a pas accepté la confusion. Interrogé sur ce point au cours d'une conférence de presse récente, il a dit qu'en France il ne pouvait être question d'un syndicat unique décidé par la loi. Mais il a ajouté : « il est vrai qu'en France, nous ne sortons pas d'un demi-siècle de fascisme ». Cet argument ne vaut rien, car c'est précisément parce que Salazar, comme tous les dictateurs, a imposé le syndicat unique et que les militaires ont une tendance naturelle à continuer dans cette voie, qu'il faut défendre actuellement la liberté syndicale sous toutes ses formes.

Pour le moment, la révolution portugaise se borne à une liberté encore tenue en laisse. La révolution agraire n'est même pas amorcée. Marcel Niedergang, envoyé spécial du « Monde », écrit : *« Dans les plaines de l'Alentejo, sud romantique et profond, les grands propriétaires font la loi comme avant. Les structures agraires, archaïques et inadaptées, n'ont pas été touchées ».*

Pendant ce temps-là, le gouvernement des Etats-Unis observe (et il ne fait sans doute pas qu'observer) avec cet habituel sens politique qui lui a déjà valu tant de déboires. Kissinger, qui a pu un moment faire illusion, n'a-t-il pas rappelé un ambassadeur à Lisbonne dont les rapports étaient jugés trop favorables au nouveau régime ?

Il ne nous reste qu'à soutenir, dans la mesure de nos moyens, le mouvement réellement démocratique au Portugal et, avant tout, les efforts de reconstruction d'un mouvement syndical ouvrier non enchaîné au pouvoir, quel qu'il soit.

***

Ce paragraphe était à peine écrit que des informations sur le Portugal nous faisaient modifier, ou au moins nuancer, certaines des appréciations qu'il contient.

Ainsi, le 6 février, s'est tenue une assemblée des délégués du Mouvement des Forces Armées. Cette instance étudiait, avant le Conseil des Ministres, d'importantes questions dont « le programme de progrès » proposé par Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste et ministre des affaires étrangères. Elle examinait surtout un « plan économique d'urgence » qui, d'après ce qu'on en dit, est d'inspiration nettement socialiste. Tenons-nous en aux propositions concernant les transformations dans l'agriculture telles qu'elles ont été annoncées devant une manifestation d'ouvriers agricoles à Beja. L'expropriation des propriétaires de grands fonds, au-delà d'une certaine superficie, serait décidée. Les petits et moyens exploitants recevraient une aide de l'Etat qui favoriserait la création de coopératives de production. La révolution agraire, base d'un développement socialiste, serait donc en chantier.

Le même jour, une séquence du journal télévisé de l'A 2 nous montrait des officiers et sous-officiers du M.F.A. en tournée de propagande et d'éducation dans un village. Les images étaient saisissantes et donnaient une idée très favorable de l'activité actuelle de ces militaires « progressistes ». Nous attendrons donc encore un peu pour nous prononcer sur ce que représente vraiment, politiquement et socialement, le Mouvement des Forces Armées dans ce Portugal en gestation.

Dans une interview que publie « l'Humanité », Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, décerne au M.F.A. un brevet « d'avant-garde révolutionnaire démocratique ». En revanche, il dénonce « le glissement à droite » du parti socialiste, comme un écho de ce que nous entendons en France sur le même sujet. Cela vient renforcer l'opinion que nous avons exprimée dans la première partie de cette chronique sur les raisons « profondes » de l'attaque communiste contre la social-démocratie.

## EN YOUGOSLAVIE

### NE PENSEZ PAS AUTREMENT !

Huit professeurs de la faculté de philosophie de Belgrade viennent d'être privé de leur chaire, mis en disponibilité, éloignés de la faculté où ils exerçaient « une influence pernicieuse » sur la jeunesse. Cette décision, assure « Kommunist », organe central de la Ligue communiste yougoslave, rétablit une situation « normale » afin que la faculté soit de nouveau « au service de la vraie science et du peuple ». Nous admirerons au passage cette référence à « la vraie science » ! C'est évidemment celle du pouvoir.

Il faut pourtant noter que ces professeurs éminents s'appuyaient sur le marxisme pour critiquer la politique des dirigeants de leur pays. Ils s'affirmaient plus marxistes et plus communistes que les hommes au pouvoir. Certains d'entre eux avaient même une réputation solidement établie internationalement comme théoriciens du marxisme. Mais ils pensaient autrement...

Pour en venir à bout, au moins comme titulaires de chaires, le gouvernement a dû modifier la loi sur la composition des organes de gestion des facultés, car le conseil de la faculté de Belgrade soutenait la cause des maîtres incriminés. Non seulement les délégués des professeurs et ceux des étudiants votaient avec eux, mais aussi plusieurs représentants des « organisations sociales » leur assuraient la majorité.

Qu'à cela ne tienne, on a changé la loi et mis au rancart le statut d'autogestion, pourtant hautement déclaré comme base du régime !

Il est intéressant de relever les griefs que le journal « Kommunist » accumule contre ces professeurs non conformistes. Il les accuse, et avec eux la rédaction de la revue *Praxis* de Zagreb, d'organiser des réunions avec la participation de groupes « trotskistes » de France, de Grande-Bretagne, de Belgique et d'Allemagne fédérale, d'être en relation avec le Comité pour la reconstruction de la IVe Internationale et le groupe « trotskiste » italien « Il Manifesto ». L'un d'eux, le professeur Markovitch, aurait même prôné « la révolution culturelle, le refus de coopération avec le pouvoir, la grève générale, l'occupation des entreprises » ! !

Avouez que c'en était trop. Mais ils en ont donc aussi de ces gens-là en Yougoslavie ?

## PONIATOWSKI DANS LES PAS DE MARCELLIN

Encore un qui n'aura pas fait longtemps illusion. Le voilà digne successeur de Marcellin et, en général, d'une longue lignée de ministres de l'Intérieur Dans deux entretiens télévisés, il a « entonné le point de vue de ses services auxquels il doit insuffler un esprit de combat ». C'est au ministère de la Justice qu'on s'exprime ainsi pour commenter les déclarations de Poniatowski. Celui-ci s'était plaint de la clémence des juges, piétinant ainsi les plates-bandes de son collègue Lecanuet, prétendu Garde des Sceaux et ministre de la Justice.

Il faisait bon marché de la fameuse indépendance de la magistrature, si souvent invoquée. Ce n'est pas la première fois que les juges sont trouvés trop indulgents. En 1971, Tomasini, aujourd'hui ministre et alors secrétaire général de l'U.D.R., avait moins mâché ses mots en parlant de « la lâcheté des magistrats ». Espérons pour lui qu'il n'aura pas affaire avec eux, si cela ne lui est déjà arrivé.

Le syndicat de la magistrature a évidemment réagi immédiatement aux propos de Poniatowski ; son président y a vu « une réédition des vieux fantasmes de M. Marcellin ». L'Union syndicale des magistrats, pourtant beaucoup plus modérée et traditionnelle, a relevé que les déclarations du ministre de l'Intérieur « semblent aller à l'encontre de la politique suivie depuis plusieurs années par le ministère de la Justice ».

Notamment, l'Union des magistrats a fait remarquer qu'en estimant, avec les policiers, que les juges relâchaient trop facilement les prévenus, le ministre de l'Intérieur s'opposait à un projet de loi sur la détention provisoire faisant de celle-ci une exception.

L'attitude de Poniatowski révèle encore l'influence exercée par la police, la pression qu'elle continue d'exercer sur le pouvoir qui lui reconnaît, par la bouche du ministre de la police, des droits exorbitants, plus particulièrement celui de pénétrer partout sans aucune réserve. Les policiers sont aussi des citoyens hors du commun, notamment pour les cas où, selon Poniatowski, la peine de mort doit continuer à s'appliquer.

Au ministère de la Justice, on s'est borné à ce commentaire qui nous suffira pour aujourd'hui : *« Ces propos ne sont pas un point de vue neuf, mais correspondent à une attitude traditionnelle des ministres de l'intérieur depuis des temps immémoriaux ».*

## ENFIN, UNE SOLUTION COOPERATIVE

Nous avons parlé, dans la précédente chronique, de l'usine Maruest, une fabrique de meubles à Châtenois dans les Vosges. Depuis octobre, elle fonctionne sans son patron défaillant, les ouvriers continuant le boulot commencé. Il fallait une solution légale à cet état de choses provisoire.

Le tribunal de commerce vient d'accepter la solution d'une coopérative ouvrière de production.

Les pouvoirs publics ont accordé un peu plus de onze millions en prêts et subventions. Quant aux ouvriers, ils contribuent comme il se doit par le dépôt de leurs indemnités de licenciement dues par l'ancienne société et par une retenue de 6 % sur leur salaire à venir. La Confédération des coopératives ouvrières de production a fait un versement pour la relance de Manuest. C'est la Confédération qui a établi le plan de redémarrage et d'investissement de l'entreprise coopérative nouvelle. A vrai dire, celle-ci n'emploiera au départ qu'un peu plus de cent travailleurs sur les trois cents qui occupaient l'usine en octobre. Mais le réemploi total est prévu pour la fin de l'année.

*« La lutte ne sera pas terminée tant que le dernier Manuest ne sera pas rentré ».* C'est ce qu'on dit maintenant à Châtenois comme on le disait chez Lip.

Voilà donc une expérience d'autogestion ouvrière qui commence. Nous en sommes d'ores et déjà solidaires.

R. GUILLORE.

# NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

## LE NEO-TURGOTISME

« Les mêmes causes engendrent les mêmes effets », tel est le principe fondamental des sciences physiques, mais c'est une règle qui s'applique aussi dans les autres domaines, y compris en politique.

Nous en avons présentement un exemple remarquable. La situation politique française se caractérise, en effet, aujourd'hui par ce fait que le gouvernement, et plus encore Giscard, sont atteints de la maladie des « réformes ». Les réformes qu'on pourrait appeler plus ou moins « socialistes », et qui, en tous cas, cherchent à donner le plus possible satisfaction aux revendications populaires, telles que la « réforme de l'entreprise », des réformes dans la condition militaire, la légalisation des avortements, etc.

Or, cette volonté d'aller dans le sens de l'opposition, de démanteler celle-ci en lui volant son programme, rappelle étrangement une opération du même genre tentée dans des conditions semblables, en France même, il y a deux cents ans : celle qui fut faite par Louis XVI au cours des années qui précédèrent immédiatement la Révolution française. A deux reprises, avec Turgot d'abord, avec Necker ensuite, l'Ancien Régime essaya, en effet, de raffermir son pouvoir en satisfaisant certaines des revendications bourgeoises : avec Turgot en supprimant les corporations, avec Necker en réformant le régime fiscal. Liberté de la production et du commerce, diminution de la part de plus-value prélevée par l'Etat, telles étaient les deux revendications majeures auxquelles les « réformateurs » d'alors essayèrent de donner satisfaction, et d'y donner satisfaction par l'intermédiaire du roi, afin de sauver la royauté.

Or, ainsi qu'on le sait, dans les deux cas, cette politique se termina par un fiasco total. Sans donner pleine satisfaction aux revendications bourgeoises, ces « réformes » virent se dresser contre elles tous les « privilégiés », si bien que Turgot et Necker durent tous deux finalement abandonner leurs postes, sans être arrivés pratiquement à quoi que ce soit de sérieux.

Eh bien, il y a gros à parier que l'échec de nos « réformateurs » d'aujourd'hui ne soit aussi total que le fut celui de leurs illustres prédécesseurs. La seule question est de savoir comment ils seront évincés. Les « réformateurs » des années 1780 avaient été reniés par la Cour effrayée de leurs « audaces » ; ceux d'aujourd'hui le seront probablement par le refus de leurs électeurs de les suivre, ou bien par un soulèvement de la classe adverse sentant que le pouvoir s'ébranle et se mettant alors en mouvement afin de le renverser. Un proche avenir nous dira sans doute ce qu'il en sera.

## RECOMMENCER L'AVENTURE D'ALLENDE ? ...MERCI BIEN !

Faut-il recommencer au Portugal l'aventure d'Allende au Chili ? Ce serait absurde ; c'est néanmoins ce que propose le camarade Soarès, chef du parti socialiste portugais, lorsqu'il entend agir uniquement par les voies légales et en respectant la liberté de tous. C'est là oublier qu'en régime capitaliste, il n'est d'autre liberté que celle de l'argent ; celui qui a de l'argent a seul la possibilité d'agir. Ne pas reconnaître cette vérité première c'est être victime de ce séculaire bourrage de crâne par lequel on prétend faire de la liberté *légale*, la liberté tout court. En régime capitaliste on ne peut rien faire sans argent. Donc, le pauvre, le prolétaire, celui qui n'a pas d'argent n'a qu'une liberté, celle de ne rien faire ; plus exactement : ne faire que ce que lui commande celui qui a de l'argent et qui, donc, a la possibilité de le lui faire faire.

Alors foin de ces chimères ! Ne regardons que les réalités. Et plus précisément, que la réalité d'aujourd'hui : où le prolétariat est-il parvenu à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à établir le sien autrement que par la violence ? Celui qui ne dispose que de la force de ses bras, ne peut employer que sa force pour se libérer. Regardez d'ailleurs l'histoire ! Aucune transformation sociale, aucune révolution digne de ce nom n'a été réalisée sans violence ; ni sans violence, ni sans dictature : que ce soit la première révolution bourgeoise, celle du XVII[e] siècle en Angleterre qui décapita son roi et qui fit de Cromwel un dictateur, ou bien, au siècle suivant, la révolution française dont nous sommes à juste titre si fiers, une révolution qui, non seulement décapita le roi et la reine, mais institua le régime de la guillotine en permanence durant des mois, pour s'achever enfin avec les dictatures successives du Comité de Salut Public, de Robespierre et de Bonaparte ; cinquante ans plus tard, c'est l'Italie qui ne parvient à réaliser son unité et, du même coup, à se doter d'un régime constitutionnel, que grâce aux légions de Garibaldi.

Et je ne parle que pour mémoire de nos révolutions contemporaines, celles qui se réclament de la « dictature du prolétariat » : ni chez les grands, ni chez les petits, ni en Russie, ni en Chine, pas plus en Yougoslavie qu'à Cuba un régime nouveau n'a pu être institué autrement que par la violence et par la dictature.

En face de tout cela, un seul cas de non-violence, un seul cas de révolution tentant de s'effectuer dans l'ordre constitutionnel, dans la liberté : le cas du Chili ! Ce Chili qui fut le seul échec, ou presque, de la Révolution, depuis le début des temps modernes !

Alors, foin des palabres sur la liberté et la non-violence ! Ce à quoi il faut parvenir, c'est tout autre chose ! Ce n'est pas de faire une révolution dans la liberté et la non-violence, mais au moyen d'une dictature qui soit réellement une dictature *du prolétariat*, et non celle d'une camarilla de privilégiés baptisée « parti » ; autrement dit : parvenir à une violence qui soit celle des travailleurs eux-mêmes et non celle d'une police aux ordres de qui la paie.

Cela, certes, n'est pas commode ! Et nous n'avons pas de précédents sur lesquels nous appuyer, ou, plus exactement, nous ne pouvons nous appuyer que sur des tentatives plus ou moins avortées, car

l'histoire, comme les individus, ne progresse que pas à pas. Cependant, les « niveleurs » durant la révolution anglaise, les « sections » parisiennes au temps d'Hébert et de la première Commune de Paris, les soviets russes durant la révolution de 1905 et les premiers temps de celle de 1917 nous ont montré la voie. C'est sur leurs traces que toute révolution vraiment ouvrière et vraiment révolutionnaire doit marcher, en rejetant non seulement toute dictature exercée par un parti se prétendant le représentant de la classe ouvrière, mais également le verbiage de tous ceux qui ne parlent que de liberté.

Toute révolution qui tente de se faire dans la liberté est mort-née. Si l'échec et la mort de Allende pouvaient nous pénétrer de cette vérité, son sacrifice n'aurait pas été vain.

## QUEL EST LE JUSTE PRIX DU PETROLE ?

Dans la polémique qui fait rage depuis plus d'un an au sujet de l'augmentation des prix du pétrole par les producteurs de pétrole du tiers monde, la première chose à faire aurait dû être de rechercher quel est le « juste prix » du pétrole, étant entendu que par « juste prix » il faut entendre un prix qui soit en accord non pas avec je ne sais quelle justice éternelle, mais simplement en accord avec les règles de fonctionnement de l'économie capitaliste.

Eh bien ! la réponse à cette question est très simple : le « juste prix » du pétrole est un prix qui est égal au prix de revient dudit pétrole là où ce prix est le plus élevé, plus un certain pourcentage dudit prix pour le bénéfice de l'exploitant et plus une certaine autre somme correspondant aux frais de recherche qui n'ont pas abouti.

Or, ce sont là des prix que les spécialistes peuvent facilement connaître : il eût donc été beaucoup plus facile de faire ledit calcul que de grogner ou de vitupérer.

Mais pour cela il aurait fallu ne pas être des forbans, ce qui ne saurait être le cas évidemment, de colonisateurs, car c'est ce que sont en fait, sinon en droit, les concessionnaires de mines en pays arabes.

Au lieu, donc, de déterminer les prix de revient et d'en déduire les prix de vente, on a préféré hurler et menacer de représailles. Mais comme les Arabes ne se sont pas laissé intimider. Kissinger vient d'imaginer un nouveau truc : demander aux producteurs de pétrole autres que ceux concernés, de vendre leur pétrole à prix réduit, un prix tellement réduit que les Arabes ne trouveront plus à vendre le leur !

C'est vraiment là une entreprise de forban ! Mais bien digne de Kissinger et, plus généralement, des Américains

**R. LOUZON.**

# DANS L'INTERNATIONALE

### L'ACTIVITE DE L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ALIMENTATION

Au début de février s'est tenue à Genève une conférence régionale de l'U.I.T.A. (Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation). Elle réunissait les délégués et les observateurs de quinze pays de l'Europe et de cinq pays hors d'Europe.

La question s'est posée de l'adhésion possible, sur leur demande, de syndicats affiliés à la C.G.T. en France, à la C.G.I.L. en Italie, par conséquent d'organisations déjà adhérentes à la Fédération Syndicale Mondiale, liée au mouvement communiste. La Conférence a adopté une déclaration selon laquelle, si la coopération peut se poursuivre en certains cas (grèves, droits syndicaux) l'affiliation ne pourrait être prise en considération que si les liens cessaient avec la F.S.M.

Des délégués espagnols et des observateurs de Grèce et du Portugal ont présenté des rapports sur la situation dans leur pays.

Avant cette conférence régionale, le Comité exécutif de l'U.I.T.A. s'était réuni. Il s'est préoccupé surtout des sociétés multinationales (type Nestlé, Unilever, Icelandie Freezing Plants Corporation, etc...). Le Comité exécutif a adopté un rapport sur cette question et encouragé l'intensification des activités dans ce domaine.

Les effectifs de l'U.I.T.A., dans le monde, dépassent deux millions de membres.

### LA REPRESSION EN TCHECOSLOVAQUIE

En mai 69, plusieurs condamnés de 1950 avaient été réhabilités. Parmi eux, plusieurs membres du parti social-démocrate de Tchécoslovaquie. Ils avaient été condamnés à des peines de « privation de liberté », pour une durée de onze à dix-huit ans, peines qu'ils purgèrent dans les mines d'uranium, de charbon et ailleurs.

Quinze personnes furent réhabilitées en 1969, mais leur réhabilitation fut annulée en 1970 ! Cinq ex-réhabilités engagèrent alors une nouvelle procédure. Parmi eux, citons l'économiste Kubelik, le Docteur Jerabak, ancien vice-président du Comité national de Bohême ; l'instituteur Josef Balvin... Leur cas fut examiné, fin mai 1974, par le tribunal de Prague. Leur demande a été rejetée. Pourtant, en 1969, la Cour suprême avait établi que les détenus avaient été forcés d'avouer qu'ils avaient voulu fonder un parti social-démocrate clandestin en liaison avec l'étranger.

Il faut ajouter que ces personnes dont la réhabilitation a été annulée, sont dans l'obligation de rembourser les dommages et intérêts qui leur avaient été alloués en 1969 et de régler les frais de procédure ! Sans parler des suites probables pour leur situation et leur sécurité personnelles.

N'y aura-t-il personne dans le mouvement ouvrier français et même parmi les « autorités » françaises pour protester contre de tels faits, au moins pour demander des informations et des explications ?

### EN EGYPTE AUSSI...

Un groupe d'étudiants égyptiens nous informe de son inquiétude pour de nombreux prisonniers politiques en Egypte ; il dénonce les mauvais traitements auxquels ces prisonniers sont soumis et réclame l'ouverture de procès publics.

Selon cette information, il y aurait plus d'un millier de prisonniers politiques en janvier 75. Leur nombre aurait augmenté à la suite des manifestations du Caire au début de cette année.

Dans la liste des prisonniers qui accompagne cet appel, nous relevons les noms de Mohamed Badr, ouvrier ; Saad Kamel, avocat et journaliste ; Mohamed Abbas, ingénieur ; Ebrahim Mansour, écrivain ; Safinaz Kazem, journaliste ; Mohamed El Gendi, éditeur... L'énumération est trop courte.

Que ces faits ne restent pas ignorés, c'est déjà quelque chose. Mais qu'on ne laisse pas ces gouvernants dits « progressistes » perpétrer dans l'ombre leurs mauvais coups !

# —A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

**LE BACCALAUREAT : ENCORE DU CHANGEMENT !** — On n'a pas fini de tourner en rond, dans les hautes sphères de l'enseignement. Auparavant, le baccalauréat se passait en deux parties. Puis la première partie a été remplacée par l'examen probatoire. Ensuite, ce dernier a été supprimé, et il n'y a plus eu à la fin de la classe de 1re qu'une épreuve de français, comptant avec l'examen de l'année suivante. Maintenant, voici que le baccalauréat devra être passé entièrement en 1re, un second examen, à option, permettant ensuite à la fin de la classe terminale l'entrée à l'Université. Quand aura-t-on fini de tout changer à tort et à travers ? Et ne serait-il pas plus logique de carrément supprimer les examens et de tenir compte du travail des deux dernières années de scolarité, de la dernière surtout, pour entrer en faculté, en attendant de pouvoir accueillir à l'Université tous ceux qui le désirent ?

**MORT DE DEUX PRELATS.** — Récemment, le Cardinal Daniélou est décédé chez une femme de mœurs légères à qui il était allé rendre visite.

Il y a quelques jours, Mgr Thorp, évêque de Montauban, a été trouvé mort dans le couloir d'un hôtel de passe, rue du Ponceau à Paris. S'il s'agissait de simples laïcs, il n'y aurait pas lieu d'en parler. Mais il s'agit de prélats catholiques, qui durant toute leur vie avaient préconisé une morale qu'ils ont violée en cachette. Faut-il leur jeter la pierre, et les traiter d'hypocrites et de tartufes ? Je ne le ferai pas, sachant combien il est difficile, douloureux même, de quitter la voie dans laquelle on s'est engagé. Mais comme ces deux exemples montrent combien est inhumaine, absurde, la morale de chasteté que l'église catholique prétend imposer à son clergé.

**CHERCHEZ LE MENEUR.** — Chaque fois qu'une manifestation révolutionnaire se produit quelque part, la bourgeoisie l'attribue à l'action occulte de quelques meneurs. S'il n'y avait pas de meneurs, prétend-elle, les ouvriers travailleraient bien sagement sans revendiquer, il n'y aurait pas eu de guerre d'Algérie et celle-ci serait restée française, l'armée et la police seraient respectées. Ainsi, à la suite des manifestations de soldats dont nous avons déjà parlé, le général Massu a trouvé le meneur sans lequel rien ne se serait produit : c'est clair, c'est Alain Krivine ! Celui-ci a répondu comme il convenait : « Ce général est pas mal culotté ». En effet.

Non messieurs, il ne s'agit pas de l'action clandestine de tel ou tel meneur, mais d'un mouvement général de contestation, de refus de votre régime et des maux qu'il engendre. Et la contestation, la protestation englobent de plus en plus l'armée comme toutes les autres institutions engendrées par la société.

**REPRESSION EN EGYPTE.** — Le Président égyptien Sadate est à Paris au moment où j'écris ces lignes. N'ayant pu s'entendre avec les Russes, il aime se faire considérer comme libéral par les gouvernements des pays occidentaux. Il est heureux que les relations entre la France et les pays arabes, l'Egypte en particulier, soient devenues cordiales, après tout ce qui s'est passé il n'y a pas si longtemps. Mais il faut dire aussi qu'à la suite des manifestation de janvier au Caire, Sadate a fait arrêter de nombreux étudiants et professeurs qui réclamaient de véritables mesures socialistes. C'est pourquoi les intellectuels égyptiens résidant à Paris ont publié un appel en faveur des prisonniers politiques de leur pays.

**VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE EN SOMALIE.** — La République de Somalie a décidé d'accorder aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Quand on sait ce qu'était la condition féminine dans ce pays, on peut mesurer combien cette innovation est révolutionnaire et méritoire. Et il était inévitable qu'elle suscite de très vives oppositions. C'est ainsi que pour avoir distribué dans les mosquées des tracts contre cette réforme, dix hommes ont été condamnés à mort par la Cour martiale de sécurité, et fusillés presqu'aussitôt à Mogadiseio. J'ai appris cette nouvelle avec un serrement de cœur. Certes, pour vaincre les coutumes réactionnaires dans les pays du tiers-monde, il faut se montrer énergique. On sait que, quand il a voulu moderniser la Turquie, Mustafa Kemal Ataturk n'y est pas allé de main morte. Et je suis partisan de la violence pour sauver une révolution en danger. Mais dans ce cas particulier, la révolution était-elle menacée ? Je ne le pense pas. Et je regrette que l'on n'ait pas agi avec plus de modération, plus de respect de la vie humaine, à l'égard d'hommes qui étaient eux-mêmes victimes des préjugés ancestraux qui leur avaient été inculqués.

**L'INDOCHINE ENCORE EN FEU.** — Au Vietnam, les combats font rage de nouveau. Au Cambodge ils n'ont jamais cessé. Chacun en rendra responsable le camp qu'il exècre, et blanchira l'autre. En ce qui concerne le Vietnam du Sud, en tous cas, il est certain qu'en maintenant en prison les neutralistes, en niant l'existence d'une troisième force, le Président Thieu n'agit pas en faveur de la paix et rend inévitable la réaction du Nord. Il n'arrive d'ailleurs même pas à contrôler la partie du Vietnam dont il est théoriquement le maître et dresse contre lui les Bouddhistes, les Catholiques, les Caodaïstes.

Au Cambodge, une fois de plus, on ne peut que constater la folie de Lon Nol, qui, en voulant se faire protéger par les Américains, a mis le pays à feu et à sang, et a rejeté Sihanouk, qui s'efforçait de rester neutre, dans le camp communiste.

Le plus avisé des leaders politiques de la péninsule indochinoise, c'est celui du Laos, Souvanna Phouma. Sa politique neutraliste a connu des vicissitudes, il a eu des démêlés avec l'un et l'autre des camps extrémistes, et il n'a pu éviter qu'il y ait quelques combats sur le territoire de son pays. Mais, en fin de compte, le Laos s'en est tiré à meilleur compte que ses voisins, et il le doit à sa politique neutraliste.

Et maintenant, que l'on laisse Vietnamiens et Cambodgiens régler entre eux les questions qui les divisent. Il ne s'agit pas là de lutte entre deux peuples, mais dans l'un et l'autre cas de lutte entre deux partis d'un même peuple. Alors le mieux que puissent faire les grandes puissances est de ne pas s'en mêler.

**ISOLEMENT BRITANNIQUE.** — Depuis mon enfance, j'ai entendu parler du tunnel sous la Manche. Et quand sa construction était déjà, enfin, commencée, voici que Wilson abandonne le projet. Pour des raisons économiques ? En partie sans doute. Mais aussi parce que le Premier britannique a décidé de maintenir la Grande-Bretagne en dehors du continent, comme un monde à part, libre de régler comme il l'entend ses relations avec ses Dominions (qui pourtant n'ont cessé de prendre leurs distances), et avec les Etats-Unis.

Et il est à craindre que bientôt la Grande-Bretagne se retire du Marché Commun, ou bien qu'elle pose à son maintien dans le Marché Commun des conditions telles qu'il sera impossible à ses partenaires de les accepter. Je dis « il est à craindre », car sans être un fervent partisan de l'unité des pays capitalistes d'Europe, je souhaite, si Europe unie il y a, que la Grande-Bretagne en fasse partie, et ceci parce que, de toutes les grandes puissances européennes, elle est la plus

démocratique. Il s'agit de démocratie bourgeoise, certes, d'un socialisme modéré et réformiste qui est loin de satisfaire notre idéal égalitaire. Mais enfin, l'Angleterre n'a pas eu d'Hitler, de Mussolini, de Pétain. On y a toujours respecté la règle du jeu parlementaire, et au cours de ce siècle, il n'y a jamais eu de régime de pouvoir personnel analogue à celui que nous connaissons sous la Ve République. Cela tient aux conditions particulières de l'histoire britannique. Mais, les choses étant ce qu'elles sont, je pense qu'il est souhaitable que la Grande-Bretagne reste membre du Marché Commun, et qu'elle se tourne résolument vers l'Europe, avec ou sans tunnel sous la Manche.

**LES ETATS-UNIS ET L'EMPIRE ROMAIN.** — Le Président Nixon a dû démissionner. Pour avoir ravagé le Vietnam à coups de bombes lancées par ses avions ? Pas du tout. Parce que, dans l'affaire de Watergate, il a menti aux Américains. Son successeur, le Président Ford, fait poursuivre la C.I.A. A cause de son intervention au Chili et dans d'autres pays d'Amérique latine ? Mais non. Parce qu'elle a espionné des citoyens américains.

Les Américains, dans leur grande majorité, ne plaisantent pas avec les droits que leur donne leur nationalité. Ils veulent que soient respectées les notions de liberté, de justice, de démocratie en ce qui les concerne. Quant aux autres peuples, à ceux d'Asie et d'Amérique latine en particulier, on interviendra pour les maintenir sous la domination de tyrans comme Thieu, Park, Lon Nol, Chang Kaï Shek ou Pinochet. Du moment qu'une dictature est anti-communiste, elle est bonne à soutenir. Mais chez eux, les Américains n'acceptent qu'une démocratie.

Cette attitude rappelle celle des Romains d'autrefois, sous l'Empire. Quiconque était citoyen romain avait droit à tous les égards. Il ne pouvait être molesté, ni battu de verges. Quant aux autres, peu importait la façon dont ils étaient traités. Et ceci dura jusqu'en 212 après J.C., date de l'édit de l'Empereur Caracalla qui donna la citoyenneté romaine à tous les hommes libres (pas aux esclaves !) de l'Empire. Si les Etats-Unis parviennent à la domination mondiale, faudra-t-il attendre deux siècles avant qu'il y ait égalité entre tous les peuples ?

Bien sûr, quand il s'agit des Américains, il faut mettre à part ceux qui résistent à l'atmosphère générale. Quand je vois sur l'écran la courageuse campagne que mène l'actrice Jane Fonda contre la guerre du Vietnam, quand j'entends Joan Baez, donner au profit de la lutte contre la torture, un récital de chants révolutionnaires et antiracistes, je les reconnais avec enthousiasme comme mes camarades. Cela va sans dire, mais il vaut encore mieux l'exprimer afin de ne pas être taxé d'anti-américanisme systématique.

**RETOUR A LA RELIGION EN U.R.S.S. ?** — L'U.R.S.S. est-elle à la veille d'une mutation ? Soljenitsyne le pense et, sur ce point, il me semble que ce qu'il dit est fort vraisemblable. Là-bas aussi, la contestation a atteint un degré tel que cela ne peut plus durer, il faut qu'il y ait un changement. Encore convient-il de tenir compte du rythme de l'évolution, généralement plus lent en Russie qu'en Europe occidentale. Reste à savoir si la mutation aura lieu à froid ou à chaud : il se peut que le processus de déstalinisation commencé sous Krouchtchev se poursuive par étapes jusqu'à ce que la quantité se transforme en qualité, ou bien qu'il se produise quelque explosion. En tous cas, la volonté de changement se manifeste de plus en plus, et nous ne connaissons certainement pas tout.

Mais, contrairement à ce que j'ai longtemps espéré (sans trop y compter toutefois), il ne semble pas que nous allions là-bas vers un retour aux sources, à la pureté des principes de la révolution d'Octobre. Les désillusions, les horreurs de la période stalinienne, provoquent au contraire une recrudescence des idées d'autrefois, du nationalisme russe, et en particulier de la religion.

Ce n'est pas seulement Soljenitsyne qui appelle de ses vœux le retour à la foi orthodoxe, et qui donne dans ses livres des exemples de sa survivance. Il y a eu la propre fille de Staline, qui s'est fait baptiser par un pope avant de quitter l'U.R.S.S. La poétesse Akhmanova, dont on a appris, au moment de son décès, qu'elle était restée croyante. Aujourd'hui, je viens de lire qu'il a été publié clandestinement à Moscou, deux numéros d'un journal slavophile « Zemlia » (la terre) : après la parution du premier numéro, le directeur Vladimir Orsipov, a été arrêté. Mais un second numéro a été diffusé, réclamant sa libération, en même temps que « la revalorisation de l'Eglise orthodoxe et la renaissance de la culture et du peuple russes ».

Ainsi, cinquante-huit ans après la révolution, la religion que l'on croyait anéantie relève la tête en U.R.S.S. Et ce n'est pas étonnant. Le religion ne peut dépérir que dans la mesure où la nouvelle société satisfait les aspirations du peuple. La propagande tapageuse la pousse à se replier sur elle-même, mais ne la fait pas disparaître des esprits.

Dans le monde dit communiste, les différents pays ont d'ailleurs adopté à son égard des attitudes très variées, allant du maintien de relations diplomatiques avec le Vatican, comme à Cuba, ou de la coexistence presque pacifique entre l'Eglise et l'Etat, comme en Pologne, à la suppression radicale de toute cérémonie religieuse, solution adoptée par l'Albanie.

Qu'en est-il en U.R.S.S. ? Au cours de mon second voyage dans ce pays, en 1967, je faisais partie d'un groupe de visiteurs français et américains, très peu ferrés en politique pour la plupart. Dans notre programme figurait la visite de Zagorsk. Cette bourgade est le siège du patriarcat orthodoxe de Moscou, bien que située à 70 km de la capitale. Nous y fûmes conduits en autocar. En route, un milicien nous arrêta, et demanda à notre guide, une jeune fille russe parlant parfaitement le français, d'expliquer à un jeune couple venu de France en 2 CV qu'il devait faire demi-tour, n'ayant pas l'autorisation écrite de se rendre à Zagorsk. On ne pouvait donc pas y aller sans permission.

En approchant de Zagorsk, je remarquai que chaque village avait sa petite église orné de bulbes aux vives couleurs. Jusqu'alors, à Moscou, nous n'avions vu en fait d'édifices religieux que des églises transformées en musées, et il devait en être de même par la suite, à Léningrad et à Kiev.

Arrivés à destination, nous nous trouvâmes dans un autre monde.

On nous fit pénétrer dans l'enceinte d'un monastère, et nous fûmes frappés par un étrange spectacle : Des hommes, des femmes, dont les vêtements semblaient dater du dix-neuvième siècle : redingotes, chapeaux melons, robes longues. On nous affirma alors que l'on venait de tourner un film pour la télévision, et que les personnages qui nous intriguaient étaient les figurants. L'explication était plausible, cependant nous ne vîmes ni appareil, ni aucune installation qui puisse la confirmer. Et il y avait aussi des moujiks qui semblaient sortir d'un roman de Léon Tolstoï, et dont la barbe n'avait pas l'air postiche. Tout autour, des églises, des tours, des clochers, des bulbes dorés ou bleus à étoile d'or, une « fontaine miraculeuse » dans un joli bâtiment bleu, où des paysannes faisaient des signes de croix.

Nous vîmes passer un pope vêtu de noir. Et des moines de vrais moines, assez jeunes pour la plupart, de trente à quarante ans en moyenne.

Dans l'église, des popes célébraient la messe orthodoxe, tandis que de vieilles femmes se prosternaient à terre. A l'entrée, des moines vendaient des icônes. Et

dans l'église même, des jeunes garçons nous proposaient d'échanger des insignes communistes contre nos pointes Bic.

Les scènes de foi religieuse auxquelles nous assistions paraissaient si anachroniques dans l'U.R.S.S. de 1967, que nous nous demandions si ce culte n'était pas maintenu seulement pour l'édification des voyageurs étrangers, et si les moines qui circulaient autour de nous n'étaient pas payés par l'Intourist ! En tous cas, si la religion était encore pratiquée en U.R.S.S., elle semblait confinée dans une espèce de ghetto. Et ceci me paraît de nature à comprendre ce qui se passe aujourd'hui, et qui semble être le signe avant-coureur d'un renouveau religieux chez un peuple déçu.

**Jacques GALLIENNE.**

---

# PARMI NOS LETTRES

## UN FACTEUR PARLE DE LA GREVE DES POSTIERS

de Louis CHASTAN (Bourg-les-Valence) :

*Je fais bien volontiers un effort pour soutenir la R.P. et cela malgré ma participation à un mois de grève aux P.T.T. Je suis préposé et, bien entendu, le salaire s'en est ressenti. Mais la R.P. me plaît par ses articles si divers et assez souvent contradictoires en apparence, car en lisant attentivement tous les articles des divers collaborateurs l'on s'aperçoit vite qu'ils convergent vers le même but...*

*Je suis un de ceux que le pouvoir actuel a qualifié de vieux démons : en effet, pendant un mois à Valence, on a pu voir ces vieux démons défiler dans les rues en scandant des slogans que les hommes qui nous gouvernent n'aiment guère entendre. Ces défilés de postiers étaient accompagnés certains jours par les électriciens et gaziers, par les enseignants, par les hospitaliers...*

*Nous avons été ici à Bourg-les-Valence quatre préposés sur treize à faire la grève pendant un mois ; neuf ont fait grève la première semaine du conflit. A Valence (distribution) le pourcentage des grévistes a été de de l'ordre de 90 % au début du conflit ; il est allé en s'effilochant après la première semaine ; le pourcentage de 40 % s'est maintenu jusqu'aux derniers jours. A Valence (tri) le nombre des grévistes a été de 90 % pendant toute la durée du conflit. A Romans (distribution) 100 % de grévistes du commencement à la fin...*

*Nous avons été tous unis pendant ces longues journées de lutte, C.G.T., C.F.D.T., F.O. et les non-syndiqués très nombreux. Oui, malgré l'avis contraire de Bergeron, les camarades F.O. ont été avec nous pendant toute la durée du conflit. Cette unité a été merveilleuse et montre que, quand une revendication est juste et non politique, elle est défendue par tous.*

*Malgré notre piètre victoire, car ce que nous avons obtenu n'est pas grand-chose en comparaison de notre principal revendication qui n'était pas « le fric », mais les conditions de travail et, partant, les effectifs, malgré notre échec apparent, le secrétaire d'Etat aux P.T.T. devra un jour négocier sérieusement et apporter les réformes qui s'imposent pour la marche normale de ce service public. Il sera obligé de passer par là ; sinon ce sera la catastrophe pour les P.T.T. Nous, préposés, nous nous rendons bien compte de la dégradation continue depuis quelques années de ce service public : nous sommes les premiers à le regretter profondément.*

*Ce que je dois dire encore c'est que cette grève n'a pas été aussi impopulaire qu'on a voulu le faire croire. Nous, préposés, nous en sommes rendu compte en causant avec nos clients. On aime toujours le facteur. La distribution des calendriers de l'année nouvelle est là pour le prouver. Je me suis rendu compte de l'amitié de tous pour le populaire facteur.*

*Que demain nous soyons encore tous unis et ce sera la victoire certaine. J'ai voulu dire ce que j'avais sur le cœur.*

## DES FLEURS... EN BOUQUET

de BERTHOMIER (Drôme) :

*J'aurais eu grand plaisir à fêter avec vous le cinquantième anniversaire de la R.P. et en même temps le 40ᵉ anniversaire de mon premier abonnement à cette bonne revue que je connus grâce à Urbain Thévenon. Et que je lis toujours avec la même curiosité et le même plaisir.*

*Mais cela ne m'est plus possible et je ne peux que marquer le coup en vous adressant mon réabonnement un peu plus substantiel que d'habitude. Envoi que j'accompagne des vœux les plus cordiaux pour que ce repas fraternel donne satisfaction à tous ses participants, pour que la R.P. continue à paraître et à apporter à ses lecteurs son aide si précieuse à la vraie connaissance des événements de notre temps et, partant, à l'image la plus exacte que nous devons avoir d'une société agréable au plus grand nombre.*

*Compliments pour la nouvelle présentation, pour les nouvelles signatures qui apparaissent de temps en temps et font bien augurer de l'inévitable relève.*

de Antoine BORIE (Gironde) :

*Voici mon réabonnement de soutien à la revue dont l'existence paraît de plus en plus indispensable à ceux qui veulent voir clair dans la grande confusion où se complaisent la classe ouvrière et le syndicalisme. Que du moins vive la R.P., îlot salubre...*

de Pierre PERIE (Lot) :

*Félicitations pour le numéro du cinquantenaire qui est particulièrement réussi. Même les contradictions habituelles semblent estompées.*

*Jusqu'à Hagnauer qui s'accorde sur les servitudes de la prise du pouvoir politique, bien qu'il trouve longue une prolongation de cinquante-huit ans. Qu'est-ce donc à côté de Louzon qui parle par millénaires ! Et je rappelle que Pablo, le fameux dirigeant de la IVᵉ Internationale, prédisait en 1951 que le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme occupera une période historique de plusieurs siècles ! Ce qui fut cause de la scission entre Frank et Lambert, qui dure toujours.*

*Ceci dit, je serai avec vous pour le cinquantenaire. Non personnellement car je ne suis pas revenu à Paris depuis dix ans, mais par mon chèque interposé que tu verseras à la souscription. C'est bien le moins que les vieux abonnés puissent faire.*

de Gilbert WALUSINSKI (Saint-Cloud) :

*Faute de pouvoir être présent parmi les camarades pour fêter le cinquantenaire de la R.P., j'adresse aux présents un salut amical et ce propos s'il leur plaît de l'écouter.*

*Quand je suis mécontent de la R.P., ce n'est pas parce que certains articles me heurtent ; c'est parce que la discussion ouverte ne s'y institue pas comme il le faudrait : les interlocuteurs sont trop souvent des « locuteurs »...*

*A cinquante ans, la R.P. n'est-elle pas marquée par sa jeunesse ? Héritière de « La Vie Ouvrière », la vraie, celle des années 1909-1914, elle a été, grâce à ses lecteurs directement engagés dans la vie syndicale, une revue d'information, de documentation. Quand elle a repris sa parution, après la deuxième guerre mondiale,*

*des anciens ont su y donner encore de grandes monographies : Chambelland sur la Sécurité Sociale, Jacquet sur les vignerons du Beaujolais...*

*Si elle peut, avec ses cinquante années d'expérience, renouveler son équipe, conserver la vertu de l'ancienne, tempérer les vains débats et s'efforcer d'apporter la sérieuse documentation dont les syndicalistes et tous les citoyens libres ont besoin, alors je m'inscris avec confiance pour le banquet du centenaire...*

de Eugène LACROUTS (Caen) :

*Au seul aspect du numéro de janvier, j'ai compris que vous aviez le menton hors de l'eau... Ma date de renouvellement arrive au moment où je touche mon terme de pension... J'arrondis mon virement d'une souscription supplémentaire. Il vous sera crédité par la Banque Centrale des Coopératives.*

*Je vous fais remarquer que le choix de cette banque observe l'article 2 des Statuts de la S.F.I.O., millésime 1932. Il faisait obligation au militant d'adhérer à son syndicat et à sa coopérative de consommation.*

*...Je souhaite que les jeunes suivent l'exemple du « vieux schnock ». ...Si j'en trouve le temps, j'expliquerai à François Gautier pourquoi je suis sûr que les P.T.T. ont gagné leur dernière grève.*

### AU SUJET DE « LA BANDE A BADER »

de Jean BARRUE (Bordeaux) :

*Dans la R.P. de janvier, le camarade Gallienne parle « du groupe anarchiste appelé bande à Bader ». Il s'agit là sans doute d'une inadvertance pour le moins regrettable. La R.P. semble se faire ainsi l'écho des informations de la presse allemande et française. Tous les torchons allemands (avec le « Bild » en tête) stigmatisent la bande à Bader, constamment qualifiée d'anarchiste ou d'anarcho-terroriste. En France, même son de cloche. Même un journal que certains jugent sérieux « Le Monde » parle de la bande à Bader comme d'un groupe « anarchisant ». Le vrai nom de ladite bande est « Rote Armée Fraktion » (fraction de l'Armée rouge). Ses idées et ses buts ont été depuis longtemps rendus publics dans des brochures et des manifestes qui n'ont rien de clandestin. Les militants de cette fraction de l'Armée rouge se proclament marxistes-léninistes en y joignant un peu de maoïsme, de che-guevarisme, et en adoptant la tactique de guerilla urbaine des Tupamaros. Jamais ils n'ont prétendu être anarchistes et le seul fait que leur action de « révolutionnaires professionnels » tend à conquérir le pouvoir d'Etat montre bien que les anarchistes n'ont rien de commun avec eux. Maintes fois les anarchistes allemands ont souligné ces vérités premières ! Mais la police, le gouvernement social-démocrate, la presse, ont jugé utile de confondre la R.A.F. avec l'anarchisme, ce dernier étant assimilé à un terrorisme imbécile ou infantile.*

*Cet amalgame a permis de poursuivre, d'arrêter et de déconsidérer les groupes anarchistes allemands devenus — aux yeux de l'opinion publique — un ramassis de criminels et de poseurs de bombes.*

*Le « Monde libertaire » a, dans sa rubrique internationale, parlé à plusieurs reprises de la R.A.F. Dans les numéros de janvier et février 1975, on trouvera le point de vue détaillé des anarchistes allemands et français. Naturellement le fait que la R.A.F. nous soit étrangère, ne nous empêche pas de lutter contre le régime policier et pénitentiaire, et de défendre les emprisonnés : c'est une vieille tradition à laquelle tous les libertaires allemands restent fidèles. Mais, de grâce, laissons à la R.A.F. son étiquette marxiste-léniniste, et ne la transformons pas en « groupe anarchiste » ! Je ne soupçonne pas la bonne foi de Gallienne qui a péché par ignorance... mais on devine l'exploitation qui pourrait être faite de telles affirmations imprimées dans une revue non hostile par principe aux idées libertaires.*

Dans le même ordre d'idées, MONTEILLET (de Clermont-Ferrand) nous signale une confusion analogue du journal « La Montagne ». Celui-ci à propos de l'incendie du commissariat central de Clermont, désigne le GARI (groupe d'action révolutionnaire internationaliste) comme « anarcho-syndicaliste », alors qu'à aucun moment il ne se réclame du syndicalisme.

---

# A TRAVERS LES LIVRES

### L'HONNEUR DE VIVRE

par Robert DEBRE

Témoignage, 450 p. Prix 35 F. Edition Stock-Hermann

Avoir 92 ans, avoir vécu dans une famille de rabbins alsaciens et patriotes, être devenu un grand patron de la pédiatrie et le promoteur d'importantes réformes des études médicales, être fier de l'action de son fils Michel comme homme politique, garder en mémoire des rencontres avec des centaines de personnalités de la médecine, de la politique ou des lettres: un tel témoignage ne peut laisser indifférent. Je crois à sa parfaite sincérité même si la volonté d'enjoliver le passé ou de n'en voir que la face ensoleillée est évidente.

Peut-être est-on surpris de la place relativement réduite de la médecine dans ce livre ; l'auteur le reconnaît : « c'est seulement dans un bref chapitre que je puis rappeler ce qui, dans ma vie professionnelle, fut l'essentiel pendant quarante ans ». Mais c'est que Robert Debré n'a pas été que médecin-pédiatre. Chez ce descendant d'Alsaciens installés à Paris après 1870, chez ce fils de rabbin devenu agnostique et qui a vécu l'affaire Dreyfus, chez ce bourgeois fier de l'être qui a connu et aimé Péguy et qui a pu, grâce à sa fidèle amitié pour Robert Louzon connaître certaines réalités de la vie ouvrière, il y a eu le goût persistant des affaires de l'Etat animé par un patriotisme authentique même s'il n'est pas toujours lucide (on reconnaît plus facilement les mérites des « autres » que les fautes de son propre pays). Cela explique l'admiration sans faille et qu'on peut évidemment ne pas approuver pour l'action politique de son fils. Orgueil du père, mais pas seulement : certitude d'être de ceux qui ont mission de gouverner. Nous : l'élite. Et lorsque Billères, ministre de l'Education Nationale de la Quatrième, lui confie la mission de réformer les études médicales (le prospectus de l'éditeur attribue faussement à de Gaulle cette initiative), Robert Debré, tout en distribuant les louanges à ses collaborateurs, y voit une des grandes œuvres de sa vie. « Mon rêve avait été d'obéir à l'enseignement de Péguy et de créer « une cité harmonieuse et une amitié ». Je crois avoir réussi » (p. 279).

Il y a d'ailleurs tout au long de ce livre un sentiment de satisfaction personnelle que le lecteur est prêt à trouver justifié quelles que soient les réserves qu'il peut faire dans les domaines de sa compétence. Ce qui ne l'empêche pas de s'irriter devant les manifestations d'un paternalisme pas toujours inconscient, l'admiration des grands hommes ou réputés tels, l'appréciation flatteuse des honneurs, l'affirmation répétée de la primauté de la famille et de la patrie qui paraît difficilement conciliable avec la République Socialiste Universelle de son idéal de jeunesse. A côté de faiblesses qui font sourire (« l'entrée dans l'histoire de France du nom que j'avais transmis », p. 365, lorsque Michel devient Premier Ministre) ou de négligences qui sont des vétilles (à deux reprises Griffuelhes est cité et son nom mal orthographié), un sens certain de l'amitié, la sincérité, la simplicité du ton forcent l'estime. Que l'on approuve ou qu'on réprouve, on est intéressé, on poursuit la lecture jusqu'au bout.

Après avoir fréquenté les Universités Populaires au temps de l'Affaire Dreyfus et participé, avec Robert Louzon, à la fondation de *L'Emancipatrice, imprimerie communiste*, Robert Debré s'est posé cette question : « Serai-je un bourgeois savant ou un révolutionnaire ? ». A cette phrase retrouvée dans ses notes de l'époque, il ajoute : « Je devais bientôt me rendre compte que je n'avais pas un courage, une fermeté et un enthousiasme suffisants pour sortir de la classe à laquelle j'appartenais. ». Conclusion très honnête, mais la question était-elle bien posée, y avait-il dilemme ? La fidélité à sa classe n'a pas la même signification selon qu'il s'agit de celle des exploités ou de celle des « princes qui nous gouvernent ».

*Gilbert* WALUSINSKI.

## L'ASSIETTE AU BEURRE

par Elisabeth et Michel DIXMIER

(Editions Maspero)

L'Assiette au beurre ? Revue satirique illustrée (1901-1912). Dans l'esprit des « anciens » qui l'ont connue, elle a laissé le souvenir d'une revue subversive, agressive, un « brûlot anarchiste » où textes et dessins attaquaient parfois avec une rare violence une société bourgeoise qui se croyait bien assise et sûre de sa légitimité.

A feuilleter l'histoire de « l'Assiette au beurre » que Maspero présente, ces anciens retrouveront les noms des rudes batailleurs qui marquèrent le mouvement social au début du siècle : les Griffuelhes, Monatte, Pouget, Yvetot, Guilbeaux et tant d'autres, parfois contestables comme Gustave Hervé.

Les jeunes y trouveront les échos des grands moments des luttes idéologiques, humanitaires ou sociales : de la séparation de l'Eglise et de l'Etat jusqu'à la guerre du Maroc. Tout s'y retrouve : la dénonciation de l'Entente cordiale comme de l'alliance franco-russe, le soutien de la révolution russe de 1905 et de la lutte des Boërs, l'indignation contre le meurtre de Ferrer et l'émotion au moment de la catastrophe minière de Courrières.

Les dessins, encore plus violemment que les textes, dénoncent l'armée brisant les grèves, la police matraquant les grévistes, la justice répressive et réactionnaire, l'Eglise alliée du patronat, l'Ecole dénoncée en tant qu'école de classe.

« L'Assiette au beurre » réservera plus d'un numéro à la dénonciation du parlementarisme. Les « politicards », les « blocards », la « radicaille » soulèvent railleries et indignation. Clemenceau sera particulièrement attaqué. Le voilà dessiné par Delannoy en uniforme de gardien de la paix, offrant des fleurs dans du papier de boucherie taché de sang à Marianne béate.

De nombreux numéros présentent la vie misérable et dangereuse des travailleurs. Courrières fournira des dessins poignants. Pourtant, à la veille du 1er mai 1906, devant la foule noire et lourde d'angoisse, Grandjouan dressera trois corps jeunes, beaux, décidés ; ils proclament : 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil.

« L'Assiette au beurre » traite tous les sujets d'époque. A chacun elle consacre un numéro, textes et dessins. Ainsi, dans le numéro du 3 août 1907 : « La C.G.T. », Pouget écrit :

*« Le syndicalisme sort le travailleur de l'ornière où l'enlisait le démocratisme qui ne sait qu'apprendre à obéir ; il proclame que l'Action est le sel de la vie ».*

Dans le livre de E. et M. Dixmier, le lecteur trouvera une bonne quarantaine de dessins en blanc et noir, bien que la revue ait présenté souvent des dessins en couleur d'une belle tenue artistique. Dessins d'une belle audace qui amèneront plus d'une fois leurs auteurs devant les tribunaux et en prison. Mais qui donc était derrière « l'Assiette au beurre » ? Non des militants, non des travailleurs, mais des groupes financiers successifs. Ces groupes de presse contrôlaient divers organes de tenue très différente ; leur titre le dit : le Frou-frou, le Tutu, le Pompon... « L'Assiette au beurre » était créée pour trouver un certain public et être une affaire rentable. Cessa-t-elle de l'être vers 1912 ? Le goût du public avait-il évolué ? Le groupe de presse pressentait-il que l'heure n'était plus à ébranler les piliers du temple ?

Quoi qu'il en soit le livre édité chez Maspero nous apparaît comme d'un vif intérêt. Il est bien présenté, bien illustré. Mais sans doute un regret : qu'il n'y ait pas davantage de reproductions de dessins.

***

Avec *« Tout est possible »* de Jean Rabaud et « l'Assiette au beurre » de E. et M. Dixmier, le lecteur curieux peut saisir quelques aspects importants de la lutte « gauchiste » durant les quarante premières années de ce siècle. Beaucoup d'espoirs, de courage, d'illusions, beaucoup d'échecs, de déceptions, de défaites et pourtant constatons-le : les gros piliers de la société bourgeoise, l'armée, la police, la justice, l'église, l'école sont ébranlés. Le colonialisme sanglant a reculé. Les vieux tabous de la morale sexuelle s'effacent. Le patronat est obligé de savoir que les travailleurs ne sont plus seulement les producteurs à exploiter, mais aussi des consommateurs à satisfaire, si bien que leurs délégués syndicaux peuvent revendiquer sans humilité. Les révoltés des années 1900 pourraient se réjouir en voyant que leur révolte, si elle n'a pas atteint les sommets, n'a pas été vaine.

*B. GIAUFFRET.*

# Informations syndicales

### LA C.F.D.T. ET L'ARMEE

Dans un communiqué du 13 janvier 1975, le Bureau National de la C.F.D.T. déclare que les conditions matérielles et morales dans lesquelles se déroule le service militaire sont devenues insupportables pour la grande majorité des appelés. Pour la C.F.D.T., l'hostilité à ce type de service militaire repose sur le caractère de classe de l'armée : « école de conditionnement des travailleurs, briseuse de grève, hantée par le prétendu ennemi intérieur » ; les appelés désirent une armée attachée au service de la nation, en union avec le peuple et les travailleurs.

La C.F.D.T. rappelle ses revendications en ce domaine :

— durée du service militaire ramenée à 6 mois,

— libre choix de la date de départ au service entre 18 et 25 ans,

— affectation proche du domicile,

— relèvement important du prêt, indexé sur le SMIC,

— libertés garanties d'opinion, d'information, d'expression, de réunion et d'association.

— véritable droit aux permissions,

— suppression de toutes les brimades.

### ELECTIONS DES DELEGUES DU PERSONNEL CHEZ LIP

Ces élections qui se sont déroulées les 30 et 31 janvier ont donné :

— premier collège : C.F.D.T. 82 % (contre 50 % en 1972), C.G.T. 18 % (contre 46 % en 1972).

— deuxième collège : C.F.D.T. 78 % (contre 47 % en 1972), C.G.T. 22 % (contre 13 % en 1972), C.G.C. : non représentée cette année (contre 31 % en 1972).

Au comité d'entreprise, la C.F.D.T. obtient 5 élus sur 6.

## UNE CONFERENCE DE PRESSE DU CARTEL F.O. DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 7 février, la Fédération Générale des fonctionnaires F.O. et le cartel de la fonction publique ont tenu une conférence de presse après la signature de l'accord salarial pour 1975.

Comme nous le disons autre part cet accord a été signé par la F.E.N. et par F.O. La C.G.T., la C.F.D.T. et la Confédération Générale des Cadres ne l'ont pas accepté.

Le 7 février, le camarade Giauque a expliqué pourquoi F.O. l'avait signé, dans l'état où il se trouvait après de longues, trop longues discussions. Pour lui, il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas eu de négociations, ni résultat positif de ces négociations.

Certes, la clause de maintien du pouvoir d'achat est toujours basée sur l'indice dit des 295 articles lequel est contesté et contestable. La C.G.T. et la C.F.D.T. faisaient un préalable de l'adoption d'un autre indice. Elles n'en sont pas moins demeurées présentes quand ce préalable a été écarté.

Le camarade rapporteur a affirmé que les résultats obtenus étaient loin d'être négligeables, sans pourtant qu'ils puissent prêter à une satisfaction excessive.

Le maintien du pouvoir d'achat (sur la base évidemment de l'indice des 295 articles) lui paraît mieux garanti que dans les accords précédents. Il le serait en tout cas, en se plaçant dans l'hypothèse de 8 % de hausse de l'indice. Mais comme l'on sait que les prévisions de ce genre ont jusqu'à maintenant toujours été dépassées, il est prévu un système de révision trimestrielle pour éviter que les traitements ne prennent un retard devenu habituel sur la courbe des prix, pour ne pas se trouver continuellement en position de « rattrapage ». Les traitements progressent par paliers selon une sorte d'escalier traversé par la courbe des prix. D'ailleurs, les partenaires se sont accordés pour une renégociation après six mois d'application de la convention.

Pour Giauque donc, il ne fait pas de doute que, toutes les réserves sur l'indice étant faites, le maintien du pouvoir d'achat est mieux garanti grâce à ce qu'il a appelé *une échelle mobile trimestrielle rectifiée.*

Voyons maintenant la progression du pouvoir d'achat. C'est là où l'achoppement s'est maintenu longtemps. La priorité a été donnée aux traitements les plus bas, la progression est plus forte pour eux que pour les traitements du haut de l'échelle. C'est juste, estime le rapporteur, car il s'agit « pour les premiers de se priver du nécessaire quand les autres réduisent seulement leur superflu ».

Cette *progression modulée du pouvoir d'achat* a été assurée par l'octroi uniforme de cinq points supplémentaires des indices de traitement, par une indemnité dégressive, par l'augmentation de l'indemnité de résidence pour les traitements inférieurs seulement.

Mais, clairement, à quoi cette poussière de mesures aboutit-elle pratiquement ? A une augmentation mensuelle de 294,96 F pour un auxiliaire de service (soit environ 22 %), à une augmentation de 241,95 F pour un auxiliaire de bureau, à 177 F pour un commis 3e échelon.

Ce n'est que dans la discussion qui a suivi l'exposé du rapporteur que l'on a su ce que, en fin de compte, le petit fonctionnaire gagnerait par mois en 1975 (sauf perturbation). Tout bien pesé, ledit commis 3e échelon ne dépassera guère 2.000 F. Ce sera sans doute aussi le traitement du préposé des P.T.T., mais à un échelon supérieur.

Quant aux malheureux auxiliaires précités, leur salaire net sera encore de l'ordre de 1.500 F. En effet, il n'y a pas de quoi pavoiser ! « La priorité aux bas salaires » laisse, prioritairement, ces salaires très bas.

Le camarade Giauque n'en estime pas moins que « grâce à la pression de notre organisation, à ses contre-propositions sans cesse renouvelées, nous avons progressé tout au cours de ces sept réunions ».

Ajoutons que le Cartel F.O. de la Fonction publique entend maintenant lutter pour une réforme de l'auxiliariat, le contrôle des méthodes de recrutement. Il prépare aussi une campagne d'information pour la réforme générale de l'administration, pour sa décentralisation, pour « rapprocher le citoyen de l'administrateur ».

## NETTE PROGRESSION DE F.O. A AIR-FRANCE

Aux récentes élections des délégués au Comité d'entreprise d'Air-France, la liste Force Ouvrière a obtenu 3.727 voix, soit 25,15 % des suffrages, et 36 sièges. Aux élections précédentes de 1972, F.O. avait obtenu 2.397 voix, 18,80 % des suffrages et 17 sièges.

La C.G.T. reste majoritaire avec 46 % et 42 sièges. La C.F.D.T. a eu 13,20 %, la C.F.T.C. 6,25 %, la C.G.C. 7,30 %.

## 700.000 CHOMEURS COMPLETS, 500.000 CHOMEURS PARTIELS

C'est l'évaluation qui résulte d'une analyse de Force Ouvrière s'appuyant notamment sur les chiffres fournis par les ASSEDIC et l'UNEDIC, organisme national de gestion du régime d'assurance-chômage. Les réserves de cette caisse ont fondu de moitié.

En s'appuyant sur ces données et aussi sur le nombre des jeunes et des femmes, demandeurs d'emploi non indemnisés, André Bergeron, dans son éditorial de F.O.-Hebdo du début de février, fait un appel pressant au Ministre des Finances pour qu'il se décide à relancer l'économie. Il ne faut plus attendre, écrit-il. Il ajoute encore : « Durant le second trimestre 1974, les livraisons de logements seraient tombées de 300.000 à 275.000. C'est ainsi que toutes les professions du bâtiment sont touchées ».

Sur un autre problème, celui de « la condition féminine », et à l'occasion de « l'année internationale de la femme », la camarade Paulette Hofman, secrétaire confédéral F.O., a saisi le président du Conseil National Economique des revendications spécifiques des travailleuses. Parmi elles, nous relevons : l'égalité des rémunérations pour un travail de valeur égale, une formation professionnelle débouchant sur des qualifications réelles, l'amélioration des conditions de travail et de transport, l'aménagement de la durée du travail...

## QUAND LES CONSOMMATEURS NE DOIVENT PAS ETRE INFORMES

Cette étrange opinion est avancée par les laboratoires pharmaceutiques dans le procès qu'ils ont intenté au Docteur Pradal et aux Editions du Seuil contre le « *Guide des médicaments les plus courants* ». Il paraît que « les consommateurs, dans leur grande majorité, n'ont pas les connaissances nécessaires à la compréhension de l'ouvrage en cause » !

Dans un communiqué en date du 16 janvier, la Confédération F.O. réaffirme *le droit à l'information pour les consommateurs* ainsi que son soutien inconditionnel à la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation qui s'est portée partie civile dans cette instance.

## QUI EST POUR L'ACTION COMMUNE ?

L'U.D. - F.O. de la Loire-Atlantique avait convoqué à la fin de janvier une réunion intersyndicale pour l'examen de la situation des travailleurs de la S.N.I.A. (Société Nationale des Industries Aéronautiques) et de l'action à mener pour la défense de leur emploi. La F.E.N. a répondu favorablement à cet appel, mais les U.D. de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont refusé de participer.

Dans un communiqué commun en date du 4 février, la F.E.N. et F.O. de la Loire-Atlantique constatent et regrettent ce refus opposé à « une action commune sur un terrain de classe qui correspond à une tradition ouvrière en Loire-Altantique ».

# AVANT KARLSRUHE, MAYENCE

On parle beaucoup en ce moment de l'armée, de son malaise, de ses cadres et des revendications du Bidasse fin de siècle. En notre temps, c'est-à-dire dans les années 22 et 23, nous avons connu, l'ami Hagnauer et moi, incorporés en Rhénanie, l'action antimilitariste et ses variantes.

Pour bien comprendre ces choses, il faut décrire en gros le climat de cette époque.

Nous sortions de la boucherie de 14-18 et nous en étions encore traumatisés. D'autre part, un jeune parti communiste, à l'exemple de la révolution russe, animait une action antimilitariste relativement « moderne » pour la France. Jeunes communistes sous l'uniforme, nous espérions l'éclatement d'un foyer révolutionnaire en Allemagne. Il y avait alors un gouvernement de coalition socialo-communiste en Saxe et en Thuringe.

Canonnier au 9e régiment d'artillerie stationné à Landau, je fus, en tant que membre du Comité national des Jeunesses communistes, « contacté » par des émissaires venus de Paris. J'étais déjè repéré comme communiste lors de mon incorporation. Le Comité national des Jeunesses communistes venait de se déclarer solidaire d'un article de Gabriel Péri, paru dans « l'Avant-Garde », où il exaltait le refus des soldats de tirer sur les ouvriers en grève.

Le colonel qui commandait alors mon régiment me convoqua. Ce n'était pas un mauvais bougre ; il était proche de la retraite et il avait reçu une balle dans la gorge pendant la guerre. Il me déclara qu'il ne voulait rien connaître de mes opinions politiques, mais il m'adjura d'être un bon canonnier. En bon léniniste, je le rassurai sur ce point.

L'action antimilitariste de cette époque, étant donné la situation, comportait plus de responsabilité et plus de risque que celle d'aujourd'hui. Les petits gars de Karlsruhe, en ce petit matin du 13 janvier 1975, ont manifesté sous l'œil indifférent des travailleurs allemands. Leur cahier de revendications demandait plus de permissions et la gratuité des voyages, ainsi qu'une solde égale du S.M.I.C. Quand on lit l'Appel des Cent et le manifeste de Draguignan, on ne peut qu'être frappé, à première vue, par le ton réformiste des revendications. On est loin des textes enflammés de « La Caserne » ou de « l'Avant-Garde » de notre jeunesse. Vous me direz que les temps ont changé et que le romantisme révolutionnaire n'est plus de saison. Les barricades de Mai 68 sont-elles déjà anachroniques ?

Si l'on confronte les deux actions, celle de Mayence en 23 et celle de Karlsruhe (sans oublier celle de Draguignan dont Karlsruhe fut une sorte de prolongement audacieux) il faut marquer la différence. A Mayence, on se souciait assez peu de revendications que n'importe quel régime peut assez bien digérer ; il s'agissait d'entrer de plain-pied dans une action révolutionnaire ayant pour but de réaliser les Etats-Unis soviétiques d'Europe, l'Allemagne misérable de 1923 devant servir de tremplin initial. Parmi les inculpés du procès de Mayence, dont nous étions, il y avait des techniciens de l'Armée rouge qui devaient prendre la tête de l'insurrection allemande (elle fut décommandée après l'échec de Hambourg). Le but recherché auprès des jeunes communistes de l'armée française était de refaire, en beaucoup mieux, l'opération réalisée forfuitement devant Odessa par les marins de la Mer Noire.

L'ami Nicolas Faucier m'a scrupuleusement consulté, ces derniers temps, sur l'affaire de Mayence, au moment où Poincaré fit occuper le bassin de la Ruhr afin de prendre des gages contre Berlin qui ne payait plus les indemnités imposées par le traité de Versailles. Faucier et moi nous sommes tombés d'accord pour reconnaître qu'il n'y avait pas de pacifisme dans notre affaire de Mayence. Il s'agissait de transformer l'armée française en armée rouge. A Mayence, le Conseil de guerre avait à juger huit militaires français et une cinquantaine de communistes allemands en liaison révolutionnaire. On peut expliquer aujourd'hui sans ambages ce que l'Internationale communiste des Jeunes nous demandait de faire : il y avait à quelques kilomètres de Landau le dépôt de munitions de la division marocaine dont faisait partie notre régiment d'artillerie. Nous devions organiser un soir la garde du dépôt, avec deux sous-officiers de nos amis, de telle façon que les camarades allemands puissent se pourvoir de grenades.

Un commissaire de la D.S.T., style 1923, vint démolir notre alléchant scénario ; je dus constater qu'ailleurs qu'à Landau, certains s'étaient « mis à table ». L'arrivée de Maître Maurice Paz, excellent avocat, nous tira quelque peu d'affaire.

Je me suis un peu trop étendu sur une affaire personnelle alors qu'il s'agissait de tirer les leçons des manifestations de Draguignan et le Karlsruhe. Dans une autre situation, les jeunes d'aujourd'hui ont l'esprit plus pratique. C'est celui de notre syndicalisme de « grande bouffe » qu'il ne faut pas dédaigner loin de là, mais qu'il faudrait débarbouiller de ses trop nombreux aspects catégoriels.

Tout en saluant les pacifistes intégraux amoureux du « Tu ne tueras point » de l'évangile, voire les anarchistes à l'antimilitarisme virulent (cependant l'Espagne de 1936 leur a posé des questions pratiques impossibles à écarter) je pense que Draguignan et Karlsruhe sont à méditer. Rien n'est simple. Puisque nous en sommes à la mode rétro, qu'on me permette encore de rappeler un souvenir personnel. C'était à un congrès régional des Métaux (à la Grange-aux-Belles, à Paris) qui se tenait au moment de la chute des soviets de Hongrie, les premiers soviets de Hongrie d'après la première guerre mondiale. Un délégué des Métaux reprocha violemment aux cheminots de transporter le matériel de guerre qui armait l'assaut contre Budapest. Le responsable des cheminots répondit que si les métallurgistes ne le fabriquaient pas, ils n'auraient pas à le transporter.

La solution, c'est-à-dire la fin du militarisme, sera sans doute quand tous « les tringlots » de France fraterniseront avec « les tringlots » de toutes les armées du monde.

**A. LEMIRE.**

---

## ERRATA

Notre numéro de janvier contient deux erreurs fâcheuses que nous tenons à rectifier.

1 - Dans les informations syndicales, un communiqué de l'Union des pays de Loire C.G.T.-F.O. est deux fois indiqué sous le sigle C.F.T.-F.O. ! Notre bonne foi est hors de cause puisque, dans le même article, la même organisation est désignée sous son véritable sigle C.G.T.-F.O. Mais la rectification s'imposait.

2 - Les lecteurs de l'article de Louzon auront rectifié d'eux-mêmes l'erreur qui a fait imprimer 1916 pour 1917. Il est assez connu que c'est en février 17 et non en 16 que le tsarisme a été renversé et que Louzon a pu alors manifester son enthousiasme comme il nous le décrit.

## RECTIFICATIF

Deux erreurs se sont glissées dans la lettre de *Julien Lecoq* que nous avons passée dans le précédent numéro sous le titre : NECESSITE DE LA VIOLENCE ?

Il avait écrit : *les jeunes en font une mode* et non « les femmes » en font une mode ! Il avait conclu : *la R.P. est faite pour donner son point de vue entre amis* et non : « entre autres ».

# ENTRE NOUS

*La nouvelle présentation de notre « R.P. » a été bien accueillie. Nous en voulons pour preuve ce qu'on nous a dit et écrit à ce sujet. Vous en trouverez également témoignage dans notre rubrique « Parmi nos lettres » particulièrement abondante et variée dans ce numéro.*

*Ajoutez encore l'amélioration de notre encaisse comme vous le verrez dans « D'où vient l'argent ? », et nous serions peut-être amenés à chanter victoire. Ne nous emballons pas. Les difficultés ne nous ont pas quittés. Quand nous nous sommes bien évertués à réduire nos dépenses, elles augmentent aussitôt au rythme accéléré de la hausse des coûts, dans l'imprimerie particulièrement.*

*Cela est dit pour que nos amis restent vigilants. Il n'en est pas moins vrai que le nouveau départ que nous avons pris après la grève des camarades postiers atteste que la « R.P. » ne veut pas mourir.*

*Qu'elle vive donc, puisque, selon nos correspondants, sa présence dans le mouvement ouvrier international est nécessaire, plus que jamais même s'il faut en croire certaines des lettres qu'on lira d'autre part.*

*Ce nouveau rassemblement des anciens et des jeunes autour de notre revue, nous devrions le constater et le saluer, le 9 mars, autour de la table du repas en commun pour son cinquantième anniversaire. On lira dans ces pages l'appel que nous lançons aux retardataires. Nous regrettons que certains camarades, après avoir payé leur quote-part, nous disent qu'ils ne pourront être présents en personne. Quoi qu'il en soit, la province et les pays voisins y seront représentés.*

*Ce renouveau, s'il se confirme vraiment et s'affirme, devrait aussi se traduire par la libre collaboration de militants syndicalistes de la nouvelle génération, ceux d'après 68 notamment. Nous pensons qu'il y a une marge, une très large marge, entre le nombre de ceux qui nous lisent et soutiennent notre effort et ceux que nous devrions atteindre, intéresser, pousser à l'action. Une action quotidienne, sans galons et sans gloire. Sans autre gloire que celle du progrès de la classe ouvrière vers le bien-être et la liberté. Cette formule, reprise de la vieille devise syndicale, signifie pour les uns le travail réformiste persévérant ; pour nous, au-delà de cette besogne quotidienne que nous ne dédaignons pas (sans cela nous ne serions pas syndicalistes), le souci constant de l'émancipation du travail et des travailleurs, leur libération de l'exploitation et des contraintes de classe.*

*La route est longue. On trouvera encore dans ce numéro la trace de cette pensée permanente. On la trouvera dans ces articles qui suivent l'actualité sociale et, aussi, dans ceux qui traitent, à notre libre manière, ce qu'on appelle quelquefois « les grands problèmes ». Ils pèsent de tout leur poids sur la situation mondiale d'aujourd'hui.*

*Notre « Entre Nous » n'évite pas la répétition, d'un numéro à l'autre. Il ne peut l'éviter puisque tout est toujours à recommencer, puisque notre « R.P. » a besoin, de mois en mois, de la solidarité de ses amis lecteurs, puisqu'elle en aura toujours besoin.*

---


**LA REVOLUTION PROLETARIENNE**

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

**Abonnements :** 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

**C.C.P. 734.99 Paris**


# Sommaire du N° 610 - Février 1975



---

# D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JANVIER 1975

| | | |
|---|---|---|
| RECETTES | | |
| Abonnements ordinaires | 2.509,50 | |
| Abonnements de soutien | 2.365,00 | |
| | | 4.874,50 |
| Souscription | | 3.016,70 |
| Ventes au N° | | 733,74 |
| Compte E.S. | | 60,00 |
| Participation Repas | | 245,00 |
| Total des Recettes | | 8.929,94 |
| En Caisse au 1-1-75 | | 2.206,32 |
| | | 11.136,26 |
| DEPENSES | | |
| Téléphone | | 90,30 |
| Total des Dépenses | | 90,30 |
| En Caise au 31-1-75 | | 11.045,96 |
| | | 11.136,26 |

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Wantiez (Belgique), 10[illegible] [illegible]aupy (63), 60 ; Monteillet (63), 70 ; Peyre (42), 100 ; [illegible]mbon (75), 100 ; Dr Goffin (Belgique), 100 ; Laufer ([illegible]), 200 ; Pasquet (24), 60 ; Dore (79), 60 ; Mathon ([illegible]9), 60 ; Rivière (83), 100 ; Hagnauer (92), 100 ; Bésus (76), 100 ; Mme Robquin (60), 60 ; Lacoste (57), 100 ; Toesca (94), 100 ; Folcher (42), 60 ; Mme Christophe (94), 120 ; Borie (33), 150 ; Claveyrolas (43), 100 ; Thiry (73), 70 ; Mlle Catanès (06), 120 ; Lemonnier (92), 65 ; Croze (75), 150 ; Buisson (39), 60. — Total : 2.365.

SOUSCRIPTION

Nau (31), 10 ; Lippe (Belgique), 74,70 ; Monteillet (63), 10 ; Pollet (75), 50 ; Laufer (75) (En souvenir de Maurice Chambelland) 2.500 ; Birocheau (79), 50 ; Carmené (64), 15 ; Vaillard (92), 50 ; Gelot (79), 40 ; Cazaubon (55), 20 ; Lebre (07), 10 ; Bravey (07), 25 ; Duperray (42), 7 ; Mme Luquet (06), 25 ; Verdelhan (13), 5 ; Mme Serret (07), 35 ; Boissier (43), 10 ; Chastan (26), 30 ; Ragot (44), 50. — Total : 3.016,70.

---


Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e

Le directeur de la publication : Ferdinand CHARBIT

*Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.*